

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité Administrative, Bât A
12, rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09
uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Albi, le 09/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/01/2025

Contexte et constats

publié sur 

MILLAU PIECES AUTO RECYCLAGE

5 impasse Aigoutal
12100 Creissels

Références : 12-DECHETS-2025-05

Code AIOT : 0006803563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2025 dans l'établissement MILLAU PIECES AUTO RECYCLAGE implanté 5 impasse Aigoutal 12100 Creissels.

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans.

Une précédente visite d'inspection avait été réalisée le 20 avril 2018 lors de laquelle aucune non-conformité majeure n'avait été relevée. Toutefois, 3 non-conformités avaient été relevées, 5 observations et 1 actualisation formulées. Celles-ci ont toutes été levées par transmission de document de l'exploitant à l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MILLAU PIECES AUTO RECYCLAGE
- 5 impasse Aigoutal 12100 Creissels
- Code AIOT : 0006803563 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Ce site comprend une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage. Il s'agit d'une installation qui relève du régime de l'autorisation et de l'enregistrement et qui a été autorisée par arrêté du 17 mars 1994.

Contexte de l'inspection : Risques chroniques

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Caractéristique des sols.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	0 Jours
3	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	5 Mois
6	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.	Mise en demeure, respect de prescription	5 Mois
7	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.	Mise en demeure, respect de prescription	0 Jours
9	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.4	Mise en demeure, respect de prescription	5 Mois
10	Dépollution, démontage et découpage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > I.	Mise en demeure, respect de prescription	5 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature	Lettre du 22/02/2012, article	
4	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	
5	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	
8	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.2	
11	Registre et traçabilité.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les faits non conformes relevés conduisent l'inspection à proposer à Madame la Préfète de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité aux dispositions de l'arrêté ministériels du 26 novembre 2012, sous un délai de 5 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral dont le projet est annexé au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Lettre du 22/02/2012, article

Thème(s) : Situation administrative Nomenclature

Prescription contrôlée :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-0499 du 17 mars 1994, autorisant la société SARL MILLAU PIECE AUTO RECYCLAGE à exploiter un atelier de récupération et de stockage de métaux et véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Creissels fixant le classement des activités du site, est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2712		A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage	Surface utilisée	50	m ²	2110	m ²
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement	Quantité de déchets susceptibles d'être présente	1	t	5	t
2713		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux,	Surface utilisée	100	m ²	30	m ²

			d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux					
--	--	--	---	--	--	--	--	--

Constats :

La nomenclature des installations classées pour l'environnement a fait l'objet de modifications La pour la rubrique 2712 prescrites dans les décrets n°2012-1304 du 26 novembre 2012, n°2018-458 du 6 juin 2018 et 2018-704 du 3 août 2018. Cette rubrique est désormais classée sous le régime de l'enregistrement. Son volume d'activité actuel étant de 2 110 m² et n'ayant pas évolué depuis le commencement de l'activité, l'exploitant peut donc bénéficier de l'antériorité pour être classé sous le régime de l'enregistrement.

La rubrique 2713-1 concerne l'ensemble des ferrailles autres que celle des VHU que l'exploitant récupère sur son site et la rubrique 2718-2 les batteries en dehors de celles récupérées sur les VHU.

Ces modifications de la situation administrative de l'installation ne constituent pas des modifications substantielles au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour la situation administrative du site en modifiant le tableau du courrier préfectoral du 22 février 2012.

Respect de la prescription : Prescription inadaptée

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans Objet

N° 2 : Caractéristique des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10

Thème(s) : Risques chroniques VHU

Prescription contrôlée :

Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.

Constats :

Les sols des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués et ceux des aires de démontage et des aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables (béton) et sont reliés à deux séparateurs d'hydrocarbures ayant pour capacité 800 l et 1000 l.

La quasi-totalité des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués sont stockés sur ces emplacements imperméables munis de rétention.

Toutefois l'inspecteur constate que 4 de ces véhicules ainsi que 5 moteurs démontés susceptibles de laisser s'échapper des liquides sont stockés à l'extérieur sur le sol naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de déplacer les véhicules non dépollués et les pièces démontées susceptibles de contenir des fluides sur les emplacements imperméables munis de rétention dans un délai immédiat, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Les justificatifs devront être transmis à l'inspection des installations classées.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 0 Jours

N° 3 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15		
Thème(s) : Risques chroniques VHU		
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée.		
Constats : L'inspection a constaté concernant la clôture : <ul style="list-style-type: none">• une hauteur insuffisante sur la partie Est du site à l'arrière des VHU dépollués,• son absence sur la partie Nord du site (limitrophe avec la société SDEL ROUERQUE),• le déboulonnage d'une glissière supérieure sur la partie Ouest.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de construire et/ou modifier la clôture dans un délai de 5 mois, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Les justificatifs devront être transmis à l'inspection des installations classées.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 5 Mois		

N° 4 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques VHU

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site possède deux séparateurs d'hydrocarbures. Ils sont vidangés tous les ans. Les deux derniers bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités suite aux deux dernières vidanges du 30 avril 2023 et du 24 mars 2024 sont remis à l'inspection des installations classées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33

Thème(s) : Risques chroniques VHU

Prescription contrôlée :

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Une mesure des concentrations des valeurs de rejet est réalisée chaque année en sortie des séparateurs d'hydrocarbures. Les deux dernières mesures en date du 9 mai 2023 et 2 mai 2024 sont conformes à l'article 31.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.		
Thème(s) : Risques chroniques VHU		
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.		
Constats : Aucune mesure n'a été réalisée depuis plus de six ans.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de faire réaliser des mesures du niveau de bruit et de l'émergence, dans un délai maximal de 5 mois puis tous les 6 ans, conformément aux dispositions de l'article 38.IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Les résultats devront être transmis à l'inspection des installations classées avec, en cas de dépassement des valeurs limites sonores les actions correctives pour éviter les dépassements.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 5 Mois		

N° 7 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > I.		
Thème(s) : Risques chroniques VHU		
Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...] La zone d'entreposage [...] est imperméable et munie de dispositif de rétention.		
Constats : La quasi-totalité des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués sont empilés par paire, sur des étagères superposées (type rack) au-dessus d'une zone imperméabilisée munie de dispositifs de rétention. Toutefois l'inspecteur constate que 4 de ces véhicules sont stockés à l'extérieur sur le sol naturel.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de déplacer les véhicules non dépollués sur les emplacements imperméables munis de rétention dans un délai immédiat, conformément aux dispositions de l'article 45.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Les justificatifs devront être transmis à l'inspection des installations classées.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 0 Jours		

N° 8 : Entreposage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.2

Thème(s) : Risques chroniques VHU

Prescription contrôlée :

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.

Constats :

L'entreposage des pneumatiques de hauteur inférieure à 3 m est réalisé sous un hangar.

La quantité de pneumatiques est inférieure à 100 m³.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.4		
Thème(s) : Risques chroniques VHU		
Prescription contrôlée : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.		
Constats : Les véhicules hors d'usage dépollués sont empilés par paire ou par amoncellement, broyés ou pas, sur le terrain naturel. La majorité des empilements a une hauteur supérieure à 3 mètres.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de traiter ou d'évacuer du site les véhicules hors d'usage dépollués empilés, ayant une hauteur supérieure à 3 mètres, dans un délai maximal de 5 mois, conformément aux dispositions de l'article 41.IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Les justificatifs devront être transmis à l'inspection des installations classées.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites :		Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais :		5 Mois

N° 10 : Dépollution, démontage et découpage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > I.

Thème(s) : Risques chroniques VHU

Prescription contrôlée :

L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;
- le verre est retiré ;
- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;
- les pots catalytiques sont retirés.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

Constats :

L'ensemble de ces opérations est réalisée à l'exception du verre qui n'est pas retiré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de réaliser l'ensemble des opérations de dépollution, dans un délai maximal de 5 mois, conformément aux dispositions de l'article 42.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Les justificatifs devront être transmis à l'inspection des installations classées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 Mois

N° 11 : Registre et traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44

Thème(s) : Risques chroniques VHU

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

Constats :

L'exploitant dispose d'un registre papier et du logiciel OPISTO dans lesquels ces informations sont renseignées pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :